

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du lundi 16 octobre 2023

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 8
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : jeudi 5 octobre 2023

DELIBERATION N°DL_CP2023_0204

Relative à la signature du protocole transactionnel conclu dans le cadre de la résiliation du marché
signé avec la société TECHNOSOLUTIONS (lot n°13)

L'an deux mille vingt-trois, le seize octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA,
Monsieur Saïdou ATTOUMANI donne pouvoir à Madame Zaounaki SAINDOU,
Madame Hélène POLLOZEC donne pouvoir à Monsieur Daniel ZAIDANI

Conseillères départementales absentes :

Madame Nadjima SAID, Madame SOIHIRAT EL HADAD

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021, relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2023_0040 du jeudi 13 avril 2023 relative à l'adoption du Budget primitif 2023 du Conseil départemental et du STM ;
- Vu** le rapport n°2023-01919 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission administration générale, transports et transition écologique du mercredi 11 octobre 2023 ;

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,**

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer le protocole transactionnel pour solder financièrement le marché du lot n°13 « Courants spécifiques » avec TECHNOSOLUTIONS ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

CONCLU DANS LE CADRE DE L'EXECUTION ET DE LA RESILIATION DU MARCHÉ

LOT N°13 « COURANTS SPECIFIQUES » (STADE OMNISPORT DE CAVANI)

ENTRE :

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE**, ayant son siège au 8 boulevard Halidi SELEMANI, BP 101, 97600 Mamoudzou, représenté par son Président en exercice Monsieur Ben Issa OUSSENI, dument habilité aux fins des présentes,

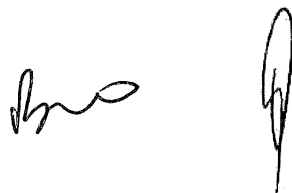
Ci-après le « **DEPARTEMENT** »,

ET :

TECHNOSOLUTIONS, SAS ayant son siège ZI de Brais, 11 rue Jacques Daguerre, 44600 Saint-Nazaire, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Saint-Nazaire sous le numéro 498 558 493, représentée par son dirigeant en exercice dument habilité aux fins des présentes,

Ci-après « **TECHNOSOLUTIONS** »,

Ci-après ensemble les « **PARTIES** ».



IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

1. Dans le cadre de la restructuration et de l'homologation du stade omnisport de Cavani à Mamoudzou, le DEPARTEMENT a notifié le 26 mai 2016 à TECHNOSOLUTIONS, à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, un marché intitulé « *courants spécifiques* » (lot n°13) (ci-après le « Marché »).

2. Toutefois, en raison de multiples difficultés sur le chantier, les délais d'exécution du Marché ont été constamment rallongés, ce qui a donné lieu à la signature de plusieurs avenants.

3. TECHNOSOLUTIONS a exécuté une partie du Marché, à savoir la remise des études préalables nécessaires à l'exécution du chantier, pour un montant de 11.000 euros (TVA non applicable).

Cette somme correspond au décompte n°1, validé par le maître d'œuvre le 13 novembre 2019, mais qui n'a pas encore été réglée par le DEPARTEMENT.

4. Par une décision du 15 février 2023, le DEPARTEMENT a prononcé la résiliation unilatérale du Marché, aux torts de TECHNOSOLUTIONS.

5. Par une requête enregistrée le 15 mars 2023, TECHNOSOLUTIONS a déposé une requête devant le tribunal administratif de Mayotte, afin d'obtenir l'annulation de cette décision de résiliation, et la condamnation du DEPARTEMENT à la somme de 2.000 € au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

6. Dans ce contexte, les PARTIES se sont rapprochées afin de rechercher une solution amiable à leur différend.

Après avoir pris la mesure de leur désaccord, en pleine connaissance de leurs droits respectifs, et après s'être mutuellement consenties des concessions, les PARTIES ont décidé de conclure le présent protocole transactionnel (ci-après le « Protocole »).

Ce préambule (ci-après le « Préambule ») fait partie intégrante du Protocole.

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :**ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent Protocole a pour objet de :

- Résilier amiablement le Marché ;
- Solder financièrement le Marché ;
- Mettre fin aux litiges nés ou à naître entre les Parties et ayant trait aux éléments rappelés aux présentes, sous réserve d'une exécution complète des engagements pris par chacune d'entre elles dans le cadre du Protocole.

A cette fin et sans aucune reconnaissance de responsabilité de la part des PARTIES, ni du bien-fondé de leurs positions et de leurs prétentions respectives, les PARTIES s'accordent sur des concessions réciproques, à titre transactionnel.

ARTICLE 2 – RESILIATION ET SOLDE DU MARCHÉ

2.1 RESILIATION

Les PARTIES conviennent par le présent Protocole de résilier amiablement le Marché, avec une prise d'effet à la date d'entrée en vigueur du Protocole.

Le DEPARTEMENT réceptionne en l'état et sans réserve les prestations exécutées par TECHNOSOLUTIONS dans le cadre du Marché.

Le présent Protocole emporte abrogation de la décision du 15 février 2023 du DEPARTEMENT, prononçant la résiliation unilatérale du Marché.

2.2 SOLDE DU MARCHÉ

Les PARTIES conviennent que le présent Protocole vaut décompte de résiliation du Marché.

Dans ce cadre, au titre du solde de tout compte, le DEPARTEMENT versera une somme de 11.000 (onze mille) euros (TVA non applicable) à TECHNOSOLUTIONS.

ARTICLE 3 – CONCESSIONS RECIPROQUES

Les PARTIES affirment que le Protocole traduit de part et d'autre l'existence de concessions réciproques, indiquées ci-après.

3.1. CONCESSIONS DU DEPARTEMENT

3.1.1 Comme l'autorise la réglementation et la jurisprudence (voir par exemple la réponse ministérielle à question écrite n°1965 - JOAN Q 19 février 2008, p.1435 et CE, 17 mars 2010, n°308676), le DEPARTEMENT renonce à appliquer des pénalités de retard à TECHNOSOLUTIONS dans le cadre de

l'exécution du Marché, en considérant que le retard pris dans l'exécution des prestations est globalement dû à des circonstances extérieures qui se sont imposées à TECHNOSOLUTIONS.

3.1.2 Le DEPARTEMENT renonce de manière définitive à toute action, réclamation ou contestation, de quelque nature qu'elle soit, contre TECHNOSOLUTIONS, son éventuel assureur ou ses agents, ou leurs ayants droits, portant sur l'exécution du Marché, afin de percevoir toute somme complémentaire ou obtenir réparation d'un quelconque préjudice au titre de l'exécution du Marché.

3.2. CONCESSIONS DE TECHNOSOLUTIONS

3.2.1 TECHNOSOLUTIONS se désistara d'action et d'instance de son recours introduit devant le tribunal administratif de Mayotte le 15 mars 2023 et enregistré sous le numéro 2301381.

Le DEPARTEMENT acceptera purement et simplement ce désistement, en renonçant pour sa part à une demande de condamnation de TECHNOSOLUTIONS aux frais irrépétibles.

3.2.2 TECHNOSOLUTIONS déclare en outre se désister de toute action, réclamation ou contestation, de quelque nature qu'elle soit, relative à la résiliation judiciaire du contrat ainsi qu'à ses conséquences onéreuses.

3.2.3 TECHNOSOLUTIONS renonce de manière définitive à toute action, réclamation ou contestation, de quelque nature qu'elle soit contre le DEPARTEMENT portant sur l'exécution du Marché, afin de percevoir toute somme complémentaire ou obtenir réparation d'un quelconque préjudice au titre de l'exécution du Marché.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET – EXECUTION - DOMICILE

4.1. Date d'entrée en vigueur du Protocole

Le Protocole entrera en vigueur à compter de sa signature par les PARTIES, dûment habilitées à cet effet, et de sa transmission au représentant de l'Etat. Cette transmission interviendra de manière immédiate.

En conséquence le paiement du solde du marché, visée à l'article 2.2, sera effectué par le comptable assignataire du DEPARTEMENT, sur présentation des justificatifs suivants :

- Un exemplaire signé du Protocole,
- La délibération autorisant la signature du Protocole,
- La preuve de la transmission du Protocole au contrôle de légalité.

4.2. Calendrier

4.2.1 Le solde de tout compte sera réglé dans un délai de 30 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du Protocole.

Le règlement sera effectué sur le compte de TECHNOSOLUTIONS tel qu'il en ressort du RIB annexé aux présentes.

TECHNOSOLUTIONS fera son affaire du règlement de la quote-part éventuellement due à ses co-traitants et sous-traitants de toute facture reçue avant le prononcé de la résiliation du Marché (15 février 2023). La responsabilité du DEPARTEMENT ne saurait être engagée quant au règlement de ces sommes.

4.2.2 Dès le paiement du solde de tout compte, TECHNOSOLUTIONS se désistera immédiatement d'action et d'instance, sous la forme d'un mémoire, de son recours introduit devant le tribunal administratif de Mayotte le 15 mars 2023 et enregistré sous le numéro 2301381, et en informera immédiatement le DEPARTEMENT.

Le DEPARTEMENT acceptera alors purement et simplement ce désistement, sous la forme d'un mémoire, en renonçant pour sa part à sa demande de condamnation de TECHNOSOLUTIONS aux frais irrépétibles.

Dans l'hypothèse où, nonobstant la signature du Protocole, un jugement devait être rendu par le tribunal administratif de Mayotte dans cette instance, il est expressément convenu par les PARTIES qu'elles resteront pleinement tenues par leurs obligations au titre du Protocole et qu'elles renonceront à toute exécution de ce jugement ainsi qu'à en interjeter appel et à exercer toutes autres voies de droit à son encontre.

4.3 Domicile

Pour l'exécution des présentes, les PARTIES font éléction de domicile en leur siège sus-indiqué.

ARTICLE 5 – TRANSACTION

Les PARTIES rappellent que la présente transaction est expressément soumise aux dispositions du titre XV du livre III du code civil « Des transactions » (Articles 2044 à 2052).

Elles n'emportent en aucun cas reconnaissance, par une partie, de sa responsabilité ou acquiescement aux positions et prétentions de l'autre partie.

Chacune des PARTIES garantit à l'autre qu'elle est autorisée et habilitée sans restriction à conclure le Protocole.

Chacune des PARTIES reconnaît être parfaitement informée de la teneur et de l'étendue de ses droits. Elle consent librement et sans contrainte au Protocole après avoir pesé l'ensemble de ses avantages et inconvénients.

Sous réserve de la pleine exécution des engagements pris par application du présent Protocole transactionnel, les PARTIES reconnaissent, par l'effet dudit Protocole, être mutuellement remplies dans leurs droits respectifs et intégralement désintéressées l'une envers l'autre de toute prétention afférente aux faits mentionnés dans ledit Protocole et s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux termes des présentes.

Toute disposition du Protocole qui viendrait à être déclarée illégale, nulle ou inapplicable par toute juridiction ou autorité, de quelque ordre qu'elle soit, deviendrait sans effet devant ladite juridiction ou autorité, mais ne saurait porter atteinte aux autres dispositions du Protocole. Dans une telle hypothèse néanmoins, les PARTIES conviennent de se concerter et de tout mettre en œuvre afin d'intégrer dans le Protocole une nouvelle clause ayant pour effet de rétablir la volonté commune des PARTIES, dans le respect des lois et règlements applicables.

ARTICLE 6 – COMPETENCE

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du Protocole, les Parties s'efforceront de s'entretenir à l'amiable par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels. A défaut, les juridictions administratives sont compétentes pour tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution du Protocole. Le tribunal administratif de Mayotte est compétent en première instance.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Les PARTIES s'obligent à garder confidentiel tant l'existence que le contenu du Protocole, sous réserves, d'une part, des formalités à accomplir par le DEPARTEMENT en vue d'assurer sa conclusion et son exécution et, d'autre part, de leurs obligations légales respectives.

ARTICLE 8 – FRAIS

Chacune des PARTIES garde à sa charge les frais qu'elle a exposés pour l'établissement du Protocole.

Sont annexées à la transaction, comme en faisant intégralement partie, les pièces suivantes :

- Annexe 1 : la décision de l'assemblée délibérante du DEPARTEMENT autorisant celui-ci à conclure et à signer le Protocole ; et
- Annexe 2 : le RIB de TECHNOSOLUTIONS.

Fait en 2 exemplaires originaux.

| | | |
|----------------------|------------------------------------|---|
| Pour le DEPARTEMENT | Le 26 OCT. 2023 A Mamoudjou | Signature : LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE Benissa OUSSENI |
| Pour TECHNOSOLUTIONS | Le 06 juin 2023 A Saint-Nazaire | Signature : Vincent GARGUET |

TECHNOSOLUTIONS SAS
11 rue Jacques Daguerre
ZI de Brais - 44600 ST NAZAIRE
02 40 19 19 66
info-france@technogroup.net
SIRET 408 558 493 00025 - APE 2640Z